

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

M. MALZAC

Les pensions civiles

Journal de la société statistique de Paris, tome 48 (1907), p. 124-127

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1907__48__124_0

© Société de statistique de Paris, 1907, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

V

LES PENSIONS CIVILES (1)

Pour répondre au désir qui m'a été exprimé par plusieurs de nos collègues et en vue de la reprise de la discussion sur la communication publiée dans le numéro de février concernant le régime des pensions civiles, j'ai dressé deux tableaux donnant, pour le service sédentaire et pour le service actif :

Le *premier*, les résultats comparés du régime de la loi du 9 juin 1853 et d'un régime d'assurance mixte sur la vie et de versements annuels par l'État ;

Et le *second*, un barème pour l'application de ce régime d'assurance et de versements à un fonctionnaire recevant des augmentations périodiques et égales.

La dernière colonne de chacun de ces deux tableaux fait ressortir la proportion pour laquelle l'État doit intervenir dans la constitution de la retraite du fonctionnaire, calculée sur les bases de la loi de 1853.

Il en résulte :

D'une part, que dans le régime de la loi de 1853 cette proportion correspond à un versement annuel à faire par l'État, de 5,10 % des traitements pour un fonctionnaire du service sédentaire retraité à soixante ans et de 11,65 % pour un fonctionnaire du service actif, retraité à cinquante-cinq ans ;

Et d'autre part, que dans le régime d'assurance et de versements, présenté dans la susdite communication, les charges de l'État, pour constituer à ces deux fonctionnaires des retraites analogues, représenteraient respectivement, au total, 7,75 et 14,20 % de leurs traitements à verser annuellement.

D'après le second tableau ces charges, envisagées pour des fonctionnaires recevant des augmentations périodiques et égales, correspondraient seulement à des versements annuels de 11,40 % (service actif) et de 6,45 (service sédentaire).

Quant aux fonctionnaires, ils n'auraient à verser annuellement que les 5 % qui leur sont actuellement retenus et leur situation serait améliorée en ce sens que, pour ceux qui quitteraient le service ou décéderaient avant d'avoir atteint l'âge de la retraite, l'assurance mixte sur la vie leur ferait recouvrer et au delà le montant de leurs versements.

A ce sujet, je rappellerai un passage du rapport présenté par M. le sénateur

1. Voir la communication publiée dans le numéro de février 1907, p. 47 et suivantes.

Mézières à l'assemblée générale de l'orphelinat de l'enseignement primaire tenue le 18 mars 1907.

On y lit qu'en 1906, sur 98 instituteurs et institutrices décédés, 8 seulement avaient atteint l'âge de la retraite, 6 étaient décédés avant 30 ans, 29 de 31 à 40 ans, 49 de 41 à 50 et 6 avant 56 ans, limite d'âge fixée pour la retraite.

Il s'ensuit que 90 sur 98 avaient perdu le bénéfice des retenues qui leur avaient été faites.

Avec le régime de l'assurance et en leur appliquant les calculs du second tableau, avec, pour chacun des quatre groupes de décédés les moyennes d'âge de 27 ans, 35 ans, 45 ans et 53 ans, leurs héritiers auraient touché en capitaux d'assurance savoir :

TABLEAU I
LES PENSIONS CIVILES
RÉSULTATS COMPARÉS DU RÉGIME DE LA LOI DE 1853 ET D'UN RÉGIME D'ASSURANCE
MIXTE SUR LA VIE ET DE VERSEMENTS CAPITALISÉS

I. Fonctionnaire du service sédentaire

Né en 1846. — Entré en fonctions à 23 ans en 1869. — Retraité à 60 ans en 1906

1869 . . . 23 ans	1 500 ^f	1877 . . . 31 ans	3 000 ^f	1888 . . . 42 ans	9 000 ^f
1870 . . . 24 —	1 800	1879 . . . 33 —	4 000	1889 . . . 43 —	10 000
1871 . . . 25 —	1 900	1880 . . . 34 —	4 500	1890 . . . 44 —	12 000
1872 . . . 26 —	2 200	1882 . . . 36 —	5 000	1894 . . . 48 —	15 000
1873 . . . 27 —	2 500	1883 . . . 37 —	5 500	1906 . . . 60 —	Retraite : 6 000
1874 . . . 28 —	2 800	1885 . . . 39 —	7 000		
1876 . . . 30 —	3 100	1886 . . . 40 —	8 000		

1^o Résultats d'après la loi du 9 juin 1853

MONTANT DES RETENUES			RETRAITE à 60 ans correspondant aux retenues	RETRAITE d'après la loi de 1853	DIFFÉRENCE représentant la part de l'État à la retraite	POURCENTAGE annuel du traitement correspondant à la part de l'État
Premiers douzièmes	Cinq pour cent	TOTAL				
1187 ^f 40			220 ^f 50			
	16731 ^f 10		2866 85	6000 ^f »	2912 ^f 65	5,10 o/o
		17918 ^f 50	3087 ^f 35			

2^o Résultats par la combinaison de l'assurance mixte sur la vie et des versements par l'État
de 5 o/o du traitement

MONTANT total des sommes versées en primes	CAPITAL de l'assurance sur la vie correspondant aux primes	RETRAITE correspondant à ce capital. Jouissance à 60 ans	RETRAITE correspondant aux versements de l'État, 5 o/o du traitement	RETRAITE totale à 60 ans	DIFFÉRENCE en moins avec la retraite de la loi de 1853	SUPPLÉMENT de versement par l'État. — Pour-cent du traitement
15230 ^f »	17406 ^f »	1556 ^f 35	2866 ^f 90	4423 ^f 25	1576 ^f 75	2,75 o/o

II. Fonctionnaire du service actif

Né en 1847. — Entré en fonctions à 24 ans en 1871. — Retraité à 56 ans en 1903

1871	24 ans	1 400 ^f	1888	41 ans	3 200 ^f
1873	26 —	1 500	1897	50 —	4 000
1874	27 —	1 800	1903	56 —	Retraite : 2 000
1879	32 —	2 200			

1° Résultats d'après la loi du 9 juin 1853

MONTANT DES RETENUES			RETRAITE à 56 ans correspondant aux retenues	RETRAITE d'après la loi de 1853	DIFFÉRENCE représentant la part de l'État à la retraite	POURCENTAGE annuel du traitement correspondant à la part de l'État
Premiers douzièmes	Cinq pour cent	TOTAL				
516 ^f 62	4 165 ^f 58	4 682 ^f 20	60 ^f 15 582 » 642 ^f 15	2 000 ^f »	1 357 ^f 85	11,65 %

**2° Résultats par la combinaison de l'assurance mixte sur la vie et des versements par l'État
de 5 % du traitement**

MONTANT total des sommes versées en primes	CAPITAL de l'assurance sur la vie correspondant aux primes	RETRAITE correspondant à ce capital. Jouissance à 56 ans	RETRAITE correspondant aux versements de l'État. 5 % du traitement	RETRAITE totale à 56 ans	DIFFÉRENCE en moins avec la retraite de la loi de 1853	SUPPLÉMENT de versement par l'État. — Pour-cent du traitement
4 135 ^f »	4 533 ^f »	3 17 ^f 70	582 ^f »	929 ^f 70	1 070 ^f 30	9,20 %

TABEAU II

**COMBINAISON DE L'ASSURANCE MIXTE SUR LA VIE ET DE VERSEMENTS ANNUELS
PAR L'ÉTAT**

**Barème pour un fonctionnaire recevant des augmentations
périodiques et égales**

AGES à l'entrée en fonctions et à chaque promotion	MONTANT des traitements successifs	SÉRIE DES ASSURANCES MIXTES SUR LA VIE					RETRAITE constituée par le versement annuel par l'État de 5 o/o du traitement	COMPLÉ- MENT de retraite pour égaliser la retraite de la loi de 1853	POUR-CENT du traitement à verser annuellement par l'État pour constituer ce complément
		POUR CHAQUE CONTRAT				RETRAITE produite par le versement du total des capitaux			
		Montant de la prime	Durée	Total des primes payées	Capital de l'assurance				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I. Fonctionnaire du service actif : Retraite à 55 ans									
24 ans. .	1 000 ^f	50 ^f	31 ans	1 350 ^f	1 755 ^f 50	»	24 ^f 55	»	»
27 — . .	1 100	5	28 —	140	157 10	»	21 25	»	»
30 — . .	1 200	5	25 —	125	137 90	»	17 65	»	»
33 — . .	1 300	5	22 —	110	120 90	»	14 65	»	»
36 — . .	1 400	5	19 —	95	103 25	»	11 85	»	»
39 — . .	1 500	5	16 —	80	85 35	»	9 45	»	»
41 — . .	1 600	5	14 —	70	73 60	»	7 95	»	»
43 — . .	1 700	5	12 —	60	62 15	»	6 60	»	»
45 — . .	1 800	5	10 —	50	50 95	»	5 35	»	»
47 — . .	1 900	5	8 —	40	40 15	»	4 15	»	»
49 — . .	2 000	5	6 —	30	29 70	»	3 10	»	»
TOTAUX.				2 350 ^f	2 616 ^f 55	200 ^f 70	350 ^f 55	»	»
Éléments de la retraite à 55 ans.						551 ^f 25	449 ^f 75	6,40 o/o	
						1 000 ^f			
II. Fonctionnaire du service sédentaire : Retraite à 60 ans									
24 ans. .	1 000 ^f	50 ^f	36 ans	1 800 ^f	2 015 ^f 40	»	400 ^f 05	»	»
27 — . .	1 100	5	33 —	165	183 45	»	31 05	»	»
30 — . .	1 200	5	30 —	150	165 50	»	29 15	»	»
33 — . .	1 300	5	27 —	135	147 65	»	24 55	»	»
36 — . .	1 400	5	24 —	120	130 »	»	20 40	»	»
39 — . .	1 500	5	21 —	105	112 80	»	16 75	»	»
42 — . .	1 600	5	18 —	90	93 80	»	13 45	»	»
45 — . .	1 700	5	15 —	75	76 30	»	10 55	»	»
47 — . .	1 800	5	12 —	60	59 75	»	7 95	»	»
51 — . .	1 900	5	9 —	45	44 15	»	5 70	»	»
54 — . .	2 000	5	6 —	30	29 20	»	3 85	»	»
TOTAUX.				2 775 ^f	3 058 ^f »	273 ^f	561 ^f 45	»	»
Éléments de la retraite à 60 ans.						836 ^f 45	163 ^f 55	1,45 o/o	
						1 000 ^f			

1 ^{er} groupe. — Décès à 27 ans	1 912 60
2 ^e groupe. — Décès à 35 ans	2 071 40
3 ^e groupe. — Décès à 45 ans	2 546 70
4 ^e groupe. — Décès à 53 ans	2 616 55

En considérant ces résultats, il y aurait peut-être lieu de rechercher si, dans cette question de revision de la loi du 9 juin 1853, il ne conviendrait pas de faire une distinction entre les diverses catégories de fonctionnaires et d'établir des régimes différents suivant que les services, auxquels ils appartiennent, comportent des écarts plus ou moins grands entre le traitement initial et le traitement maximum auquel ils peuvent arriver.

Mais pour établir les conséquences financières qu'aurait pour l'État une semblable organisation, il faudrait connaître le nombre, l'âge et le traitement initial des fonctionnaires entrant chaque année dans tel ou tel service.

Le gouvernement seul possède ces indications.

M MALZAC.
